

OTAN

Une première dans l'histoire récente du dialogue méditerranéen, l'Organisation transatlantique Nord (OTAN) réunira en Italie, la semaine prochaine en même temps les ministres de la défense de ses pays membres ainsi que ceux représentant les pays participants à ce dialogue.

Ghania Oukazi

C'est sur invitation du secrétaire général de l'OTAN que les ministres de la défense des pays membres de l'Alliance ainsi que ceux des pays du dialogue méditerranéen se retrouveront à Taormina, en Italie, du 8 au 10 février prochain pour discuter de la mise en œuvre de l'initiative d'Istanbul. «C'est une grande première dans l'histoire du dialogue méditerranéen, c'est pour la première fois que les ministres de la défense des pays membres de l'OTAN rencontrent leurs homologues des pays du dialogue pour réfléchir sur un processus de mise en œuvre de l'initiative d'Istanbul,» nous disent des sources diplomatiques proches de l'OTAN. «Une grande première » parce qu'estiment nos sources algériennes « cette rencontre a mis du temps pour ce mettre en place du fait que ce n'était pas du tout évident.» Il était plus question, toujours selon nos sources, «de tenir une deuxième réunion des ministres des affaires étrangères puisque la première tenue le 8 décembre 2004 a marqué le pas au dialogue méditerranéen initié par l'OTAN.» Dialogue qui a célébré à la fin de l'année 2005, son dixième anniversaire. «C'est dire que le temps écoulé n'a pas vraiment joué en faveur du rapprochement entre les deux parties,» disent des diplomates.

L'on précise le caractère « certes informelle » mais politique de la démarche en tenant à faire remarquer que « c'est le secrétaire général de l'OTAN qui les invite et non l'Etat major.» L'Algérie sera représentée par le ministre délégué à la défense, Abdelmalek Guenaizia. «Un civil puisqu'il est membre du gouvernement, surtout que la mise en œuvre de l'initiative d'Istanbul est à charge du politique et non du militaire,» tiennent à préciser pour leur part, des sources sûres du MDN. La réunion de Taormina, une contrée italienne proche de Milan, permettra à chacun des participants d'apporter sa contribution pour concrétiser sur le terrain, le contenu de l'initiative d'Istanbul.

« Primauté du politique sur le militaire »

L'Algérie a déjà fait savoir qu'elle accordait dans le cadre du dialogue, la primauté du politique sur le militaire. «Je rappelle toutefois que la dimension politique reste essentielle dans la conduite de la coopération politico-militaire, » a tenu à souligner le ministre des affaires étrangères, Mohamed Bedjaoui, le 8 novembre dernier à l'occasion de la tenue d'un séminaire à l'hôtel Hilton d'Alger sur les relations entre l'Algérie et l'OTAN. «D'ailleurs, au sommet d'Istanbul, l'OTAN a retenu l'idée de rencontres politiques à haut niveau, y compris au niveau des chefs d'Etats, idée qu'il convient de mettre en pratique le plus tôt possible sur une base régulière au niveau ministériel.» L'assistant du secrétaire général de l'OTAN en matière de diplomatie publique, Jean Fournet, nous avait souligné en décembre dernier à Bruxelles que la réunion des chefs d'Etat « n'était pas sur l'agenda de l'Alliance.»

Acquise au dialogue méditerranéen depuis mars 2000, l'Algérie a fait savoir à l'Alliance, selon Mohamed Bedjaoui qui l'avait affirmé en novembre dernier, qu'elle entendait « prioritairement prendre part et apporter sa contribution à un dialogue serein, responsable et constructif en vue de la consolidation de la paix et de la sécurité dans l'espace méditerranéen. » Il avait rappelé pour la circonstance les trois principes sur lesquels l'Algérie fonde sa politique de coopération en matière de sécurité et de défense régionale à savoir : l'unité et l'indivisibilité de la sécurité, une approche globale et équilibrée de la sécurité et

enfin le dialogue et la concertation pour favoriser le rapprochement entre les peuples et l'instauration de la paix et de la stabilité régionale.

Adoptée en juin 2004 en Turquie lors du sommet de l'OTAN, l'initiative d'Istanbul est venue aux yeux du MAE «tracé des perspectives nouvelles en suggérant notamment de nouveaux formats et axes de travail destinés à promouvoir une coopération ciblée et répondant aux sollicitations particulières de chaque partenaire intéressé, dans le respect de l'unité du dialogue méditerranéen et de son caractère non discriminatoire. » Jean Fournet avait souligné dans cette optique que «nous sommes engagés à travailler avec les 20 pays de la Méditerranée qui se disent prêts à le faire avec nous et ce sera au cas par cas parce qu'elle y a une auto différenciation selon les spécificités de chaque pays. »

« La priorité, le règlement du conflit israélo-arabe »

Pour cela, et avant toute chose, un programme de « réformes » a été adopté en 2002 à Prague pour opérer « les transformations qu'il faut aux structures et aux missions de l'Alliance tout en corrigeant le déficit d'image dont elle souffre, » a expliqué à Bruxelles Nicolas de Santis, responsable à la division Diplomatie publique. L'OTAN se déclare être engagée depuis, dans un processus de transformation politico-militaire interne et dans la promotion d'un partenariat et d'une coopération avec les pays adhérents du dialogue méditerranéen.

En initiant « Istanbul », l'OTAN reformule quelque part le GMO (Le Grand Moyen-orient) que les Américains visent à «construire.» Sauf qu'elle l'appelle « Moyen-Orient élargi.» «L'OTAN est prête à entreprendre une nouvelle initiative dans la région du Moyen-orient élargi qui vise à contribuer davantage à assurer la sécurité et la stabilité à long terme aux niveaux mondial et régional, initiative venant en complément d'autres actions internationales,» disent ses responsables à l'évocation de l'Initiative d'Istanbul. Le point nodal de l'approche en est : « des progrès sur la voie d'un règlement juste, durable et global du conflit israélo-palestinien restent une priorité pour les pays de la région et l'ensemble de la communauté internationale et pour le succès de sécurité et de stabilité de cette initiative. » L'élément clé restera pour cela « l'application intégrale et rapide de la feuille de route. » Le tout devra aboutir à un accord global sur tous les volets « y compris les volets syro -israélien et libano -israélien.» L'initiative d'Istanbul inclut aussi «un soutien pratique de l'Alliance aux pays de la région qui coopèrent avec elle, contre les menaces terroristes, un accès à la formation, des compétences en matière de réformes de la défense et des possibilités de coopération militaire et en engageant un dialogue politique sur des questions d'intérêt commun.» Les objectifs en sont l'expertise de l'OTAN sur la réforme de la défense, réussir « l'interopérabilité » en matière de coopération militaire, lutter contre le terrorisme par «un partage efficace d'informations et par la coopération maritime, la participation à l'opération Activ Endeavour et autre contribution contre les menaces des armes de destruction massive et la coopération dans les domaines des plans civils d'urgence.

« Le SG de l'OTAN à Alger en février ? »

L'Algérie a déjà fait preuve d'une grande disponibilité à réaliser tous ces objectifs. «L'Algérie prend part avec détermination et de la façon la plus active à tous les mécanismes relevant de ce dialogue,» avait déclaré son MAE en novembre dernier. Il évoquera entre autre les trois escales navales de l'OTAN au port d'Alger (2002 2003 et 2004) et la participation de l'Algérie à l'opération « Activ Endeavour » au même titre que le Maroc et Israël. Si sur le plan civil, elle estime que le potentiel de coopération est encore insuffisamment exploité, elle entend par contre « approfondir sa coopération avec l'OTAN et tirer le meilleur profit de l'expertise éprouvée de ce partenaire dans le domaine de la modernisation et de la

professionnalisation de ses forces armées. » Quant à la lutte contre le terrorisme, l'Algérie en réclame une définition claire et précise pour éviter les amalgames. L'OTAN reconnaît elle-même que « c'est difficile d'en trouver une. » Mais « si vous voulez mettre en place un dialogue sérieux, il faut construire la confiance et aussi dissiper les fausses perceptions, » avait dit le secrétaire général de l'OTAN en décembre dernier à Bruxelles. Celle déclaration, Jaap de Hoop Scheffer l'avait faite la veille de sa rencontre avec l'ambassadeur d'Algérie à Bruxelles en vue de préparer une visite à Alger. « Demain, on pourrait savoir si les autorités algériennes souhaitent vraiment entrer dans le vif du sujet ou pas, » avait dit à ce moment Nicolas de Santis. Selon lui, le SG de l'OTAN est en principe attendu à Alger au cours de ce mois de février pour clarifier les choses avec les responsables algériens.